



PRÉFÈTE DE LA LOIRE

ARRETÉ N° 238/DDPP/12
portant bénéfice d'antériorité

La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L. 513-1 ;

VU le décret n°2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées ;

VU la circulaire du 24 décembre 2010 relative aux modalités d'application des décrets n° 2009-1341, 2010-369 et 2010-875 modifiant la nomenclature des installations classées exerçant une activité de traitement de déchets ;

VU l'arrêté d'autorisation du 1er octobre 1987 réglementant les activités exercées par la Société BROSSETTE sur le territoire de la commune de SAINT NIZIER SOUS CHARLIEU, "Beauvernay" ;

VU le courrier du 31 octobre 2007 de la société CHIMIREC CENTRE EST confirmant le changement de nom intervenu le 1er janvier 2005, la SARL BROSSETTE Père et Fils étant dénommée SARL CHIMIREC BROSSETTE ;

VU le courrier en date du 6 juin 2007 de la société CHIMIREC CENTRE EST déclarant la transmission universelle du patrimoine de la société CHIMIREC BROSSETTE ;

VU le courrier de l'exploitant en date du 11 avril 2011 actualisant sa situation administrative au regard des nouvelles rubriques des installations classées ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 6 juin 2012, établi au vu des documents transmis par l'exploitant et des modifications de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement introduites par décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 ;

CONSIDERANT qu'il convient d'acter que la société CHIMIREC CENTRE EST se substitue à la société CHIMIREC BROSSETTE ;

CONSIDERANT qu'il convient d'acter les modifications de classement suite au décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 susvisé ;

CONSIDERANT que l'exécution de l'ensemble des mesures précitées suffit pour garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Directeur Départemental de la Protection des Populations ;

ARRETE

Article 1er

L'article 1.1 de l'arrêté préfectoral du 1er octobre 1987 susvisé est remplacé par :

La société CHIMIREC CENTRE EST, dont le siège social est situé ZAC Les Toupes à MONTMOROT, est autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de SAINT NIZIER SOUS CHARLIEU, dans l'enceinte de son établissement situé section C, parcelles n° 1750 et 1381 au lieudit "Beauvernay", à SAINT NIZIER SOUS CHARLIEU les installations suivantes :

Rubrique	Nature des activités	Volume des activités	A,D,NC
2718-1	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719</p> <p>La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 1 t</p>	<p>Stockage vrac : 5 cuves aériennes d'huiles usagées noires réparties en : 4 cuves de 37 m² et 1 cuve de 30 m² soit environ 161 t</p>	A

Article 2

Conformément aux dispositions de l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de LYON. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est d'un an pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Article 3

Monsieur le Sous-Préfet de Roanne,, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargé de l'Inspection des Installations Classées, Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations et Monsieur le maire de SAINT NIZIER SOUS CHARLIEU sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance.

Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à ST-ETIENNE, le 14 juin 2012

Le Directeur départemental
de la protection des populations
Didier PERRE

Copie adressée à :

- Société CHIMIREC CENTRE EST
9, ZAC Les Toupes
39570 MONTMOROT

- Monsieur le Sous-Préfet de ROANNE
- Monsieur le maire de SAINT NIZIER SOUS CHARLIEU
- Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – UT Loire - Inspection des installations classées
- Archives
- Chrono